La crise de la couverture médiatique sur l'Ethiopie

dimanche 11 octobre 2020, par AYANA Ayantu (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2020).

Les reportages des médias occidentaux sur la crise politique en Ethiopie ferment les yeux sur les origines du mouvement citoyen qui se cache derrière les protestations.

L'Éthiopie fait face à une période politique instable d'agitation déclenchée par l'assassinat par balle le 29 juin de Haacaaluu Hundeessaa, un musicien et activiste Oromo adoré et emblématique. Assassiné dans la capitale, Addis Ababa, Haacaaluu a joué un rôle central en inspirant et en donnant une vision au mouvement des jeunes entre 2014 et 2018 qui a imposé un changement pacifique au sommet du parti politique éthiopien au pouvoir en 2018.

En avril 2018, lors de l'élection interne du Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien (EPRDF), Hailemariam Desalegn a été succédé par Abiy Ahmed. Ce dernier s'est lancé dans un processus de réformes qui étaient censées pallier aux contradictions présentes dans la société et la politique éthiopiennes, dénoncées par les protestations, notamment la nécessité de mettre en place des réformes économiques nationales et d'apporter un nouveau souffle au caractère fédéral de l'État éthiopien. Abiy a depuis démantelé le EPRDF et a formé un nouveau parti unitaire, le Parti de la Prospérité (PP).

L'annonce de la mort de Haacaaluu a secoué un pays déjà désespéré de connaître une transition sans encombre vers une démocratie. L'événement a déclenché des vagues de manifestations dans la région de l'Oromia, le plus grand et le plus peuplé des dix États fédéraux d'Éthiopie. La Police a réagi en réprimant brutalement, à commencer par des tirs à balles réelles au milieu de la foule endeuillée. Immédiatement, une vague d'individus d'Oromo et d'institutions ont suivi. Au moment d'écrire cet article, plus de 300 personnes ont été tuées, et encore plus ont été blessées par les forces de l'ordre dans les jours qui ont suivi l'assassinat. Il y a trois semaines, des sources gouvernementales ont rapporté que plus de 7000 personnes ont été arrêtées. Bien que les chiffres officiels n'aient pas encore été publiés, le nombre d'arrestations reste élevé et les écoles, vides dû au COVID-19, servent à présent de prisons.

Les premières personnes arrêtées sont de célèbres leaders de l'opposition, Bekela Gerba et Jawar Mohammed, ainsi que 35 autres personnes. L'arrestation de Jawar a été particulièrement spectaculaire parce que, malgré son scepticisme assumé, il était considéré comme l'un des premiers alliés d'Abiy. Le lendemain de l'arrestation de Jawar, la Police a fouillé et fermé la Oromia Media Network (OMN) [1], une alternative populaire aux sources d'information contrôlées par le gouvernement pour des millions de personnes en Afaan Oromo, une langue parlée par environ la moitié de la population éthiopienne. L'OMN a été fondée en 2013 par des journalistes et des activistes vivant à l'étranger, et Jawar est devenu son deuxième Directeur Exécutif aux États-Unis Lorsque Abiy a été élu Premier Ministre, Jawar est revenu en Ethiopie.

Malheureusement, la couverture médiatique anglophone de la crise actuelle à l'international a présenté un récit incomplet pour expliquer le conflit. De grands médias tels que *Associated Press*,

Washington Post, et WSJ ont représenté la crise en la qualifiant de tension « ethnique », en utilisant des termes tels que « foules violentes » et « vandalisme ». Certains médias insinuent que la catastrophe actuelle est la conséquence du « système fédéral ethnique » en place dans le pays. Le *TIME* a impliqué de manière évidente la Constitution nationale parce qu'elle « divise l'Éthiopie en territoires basés sur l'ethnie. »

Dans l'actuel paysage politique éthiopien, une fraction d'environ 20% de la population, membres des élites urbaines, accusent la Constitution d'être responsable des tensions actuelles et veulent démanteler les éléments qui protègent les droits des États régionaux. Ils veulent que la base des ressources du pays soit traitée comme un atout contrôlé par le pouvoir central qu'ils pourraient exploiter. Le modèle de fédéralisme multinational a créé des États régionaux à partir de groupes nationaux/linguistiques/culturels qui sont devenus des entités semi-autonomes amenées à coopérer dans un système fédéral. Cette décision est le résultat d'une longue résistance à un pouvoir militaire centralisé. Ce système conserve un soutien important parmi les producteurs agricoles (au moins 80 % de la population). Ils veulent des droits afin de développer leur territoire qu'ils considèrent comme un droit de naissance et de les protéger d'une agriculture non-durable développée et contrôlée par des élites urbaines depuis Addis Ababa. Cependant, les reportages des médias populaires partent du principe que les territoires basés sur la nationalité et protégés par la Constitution contribuent à l'agitation plutôt qu'à la mise en place d'une solution.

L'Éthiopie est au bord du chaos, et risque peut-être même une guerre civile destructrice, due principalement aux tentatives d'Abiy de saboter le système constitutionnel actuel. La plupart des Éthiopien·nes ne soutiennent pas l'imposition d'une plus grande centralisation depuis Addis Ababa. En fermant les yeux sur l'amplification de la résistance populaire, cette couverture médiatique se révèle incapable d'apporter une vision complète et équilibrée de la situation, pourtant nécessaire afin de comprendre la crise.

La couverture médiatique de la situation en Éthiopie doit reconnaître ceux qui soutiennent une autonomie régionale basée sur des groupes linguistiques/culturels, inscrite sous le terme de « fédéralisme multinational » dans la Constitution éthiopienne de 1995. Lorsque Abiy est entré sur la scène politique grâce à l'ouverture créée par le mouvement de résistance de la jeunesse éthiopienne, il a explicitement promis qu'il obtiendrait une transition vers la démocratie au travers d'élections libres et justes, ce que le régime précédent n'avait pas réussi à leur offrir. Les États-Unis, l'Union Européenne et les autres organismes internationaux l'ont accepté et l'ont félicité pour son engagement pour une transition démocratique.

Cependant, les demandes fondamentales des mouvements citoyens ont délibérément été rejetées. Les groupes marginalisés sont à nouveau déçus. De plus, Abiy a organisé une campagne dans le but de délégitimer les manifestations pacifiques et les jeunes qui en avaient pris la tête. Son gouvernement encourage les diffamations, le dénigrement et les attaques contre des jeunes d'Oromo en particulier. Ces deux dernières années et de plus en plus depuis l'assassinat, les médias nationaux font continuellement référence à eux sous les termes « violents », « haineux » et aux mobilisations violentes menant à des conflits « inter-ethniques ». Ils sont maintenant désignés comme les responsables des récentes agitations. Les médias, nationaux comme internationaux, ont amplifié ce récit.

Avec le revirement d'Abiy, la lueur d'espoir de ce qui devait être une transition significative vers une démocratie participative, a maintenant vacillé et disparu. En effet, alors qu'il incitait le mouvement des jeunes et les leaders Oromo à « lui donner du temps », le Premier Ministre s'est éloigné à pas de géants d'une quelconque démocratisation.

Au cours des 18 derniers mois, alors que presque tous les médias proposaient des reportages sur

l'Éthiopie centrés autour des grands projets inutiles qui braquaient le feu des projecteurs sur le premier Ministre, son gouvernement a imposé un état d'urgence et un commandement militaire ainsi que de sévères restrictions aux citoyen·nes dans des régions d'Oromia, où ses soutiens politiques sont faibles voire inexistants. Les forces de l'ordre sous son contrôle direct procèdent à des assassinats extrajudiciaires, des viols, de la torture, des maisons incendiées, des déplacements de population et d'autres violations des droits humains dans ces régions contestataires, comme le soulignent les rapports de groupes de défense des droits humains tels qu'Amnesty International.

Les reportages des médias n'ont pas révélé comment les interventions continuelles de Abiy l'ont détourné des objectifs des mouvements citoyens. En octobre 2019, par exemple, Abiy a reçu le Prix Nobel de la Paix, ce qui lui a valu une couverture médiatique élogieuse. Il a aussi pris des mesures spectaculaires pour démanteler le parti politique au pouvoir, le EPRDF, qui avait mis en place les bases du fédéralisme multinational. Dans un affront à l'esprit de fédéralisme, il a annoncé la création d'un seul parti national.

Cette décision a été très largement contestée par le mouvement des jeunes et perçue comme une trahison des promesses de démocratie. À l'échelle régionale, c'est Jawar qu'on a rendu responsable des manifestations de la jeunesse éthiopienne qui ont suivi, et dans lesquelles 86 personnes sont mortes, en insistant sur sa capacité d'influence auprès des jeunes. Il s'était exprimé publiquement contre la décision politique d'Abiy de former un parti unique au lieu d'un système fédéral. Néanmoins, les reportages médiatiques, et même les groupes de défense des droits humains, n'ont pas réussi à rendre compte d'un contexte plus large d'une jeunesse indignée de la trahison d'Abiy.

Étonnamment, la population a tout de même réussi à garder l'espoir d'élections tant attendues. Symbole de cet espoir indéfectible, les playlists de tout le monde faisaient la part belle à la musique d'Haacaaluu, qui chantait les possibilités qu'offrirait la canalisation pacifique des énergies vers un futur sous le signe de l'unité. Il représentait les citoyens. Il avait lui-même encouragé la jeunesse éthiopienne à être patiente avec Abiy et à attendre qu'il leur obtienne des élections afin de réaliser leur désir de transition vers un système fédéral décentralisé (multinational).

L'assassinat de Haacaaluu a fait disparaître un bouclier contre le désespoir, non seulement pour Oromo, mais également pour d'autres personnes amenées de force en Éthiopie et marginalisées une fois dans le pays. Ils étaient tous dans l'attente d'un changement qui éloigne le pays de toute structure économique, politique et culturelle oppressive.

Le retour d'Abiy à un pouvoir autoritaire a relancé le mouvement #OromoProtests. La brutale décision de réprimer les manifestations menace de déstabiliser le pays et la région. Pourtant, les médias affirment qu'Abiy a su « dépasser » les politiques ethniques, et n'ont pas su saisir les multiples complexités de la situation, dont une hausse des discours historiques incendiaires en provenance de son bureau et relayés par les médias gouvernementaux et centraux, qui dressent les groupes nationaux les uns contre les autres. Suite à l'assassinat, les médias n'ont pas fait état de l'ampleur et des motifs de la répression constante du gouvernement contre quiconque ne serait pas d'accord avec la politique d'Abiy. Les journalistes ont présenté des récits simplistes qui suggèrent un conflit personnel entre Abiy et Jawar, en minimisant une histoire extrêmement complexe qui impliquent de nombreux·ses citoyen·nes, qui sont complètement absent·es des articles et reportages. En prenant en compte l'opinion des citoyen·nes, les organes de presse pourraient proposer une description plus complète et équilibrée de cette situation explosive et fragile en Éthiopie.

Ayantu Ayana

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Cet article, initialement paru en anglais sur le site de Africa is a country (CC BY 4.0) le 4 août 2020, a été traduit vers le français par Solène Ouairy, traductrice bénévole pour ritimo.

Ritimo

https://www.ritimo.org/La-crise-des-medias-concernant-l-Ethiopie

---

Notes

[1] NDT : Oromia Media Network : chaîne de télévision états-unienne, diffusée dans la région d'Oromo